

Kyoto et climat de confusion 16 décembre 2011 par Michel Pruneau

Après des années de panique climatique, dont les effets positifs sur la qualité de l'environnement n'ont pas été démontrés, nous semblons maintenant entrer dans une ère de confusion qui est la conséquence logique de l'émotivité dont nous faisons souvent preuve lorsqu'il est question de l'état de notre planète.

Au Québec, terre de grande schizophrénie politique, au moment où le gouvernement fédéral renie le protocole de Kyoto, le gouvernement provincial annonce la création d'un marché du carbone visant à limiter les émissions de CO<sub>2</sub>. Considérant que ce type de mesure ne pourrait fonctionner que dans un contexte d'adhésion mondiale, devons-nous conclure que le Québec se dirige vers une déclaration d'indépendance climatique?

Sérieusement, il est plutôt difficile de réfléchir rationnellement à ces questions complexes parce que le mot Kyoto est empreint d'un pouvoir symbolique aussi exceptionnel que manichéen. Être pour Kyoto, c'est être pour la nature, pour la planète, pour l'avenir de nos enfants et pour la suite du monde. Et s'opposer à Kyoto, c'est être un méchant pollueur capitaliste qui exploite l'environnement au profit exclusif de ce mythique 1% de riches qui ont fait camper les indignés devant les grandes institutions financières à l'automne 2011.

Pour sortir de ce piège intellectuel, où la modernité et le développement sont devenus des synonymes de honte et de catastrophe, l'économiste écologiste Bjorn Lomborg nous rappelle que l'application du protocole de Kyoto coûterait à la communauté internationale au moins 200 milliards de dollars par année et que sur le plan de l'efficacité, ces mesures de décroissance pourraient retarder d'environ six années les conséquences néfastes prévues pour la fin du présent siècle. Dans les faits, le protocole de Kyoto est à la fois irréaliste, coûteux et absolument inefficace. Malheureusement, le fait que le premier ministre Harper ait déclaré prosaïquement que les cibles de Kyoto étaient « stupides » n'enrichit pas le débat et renforce l'idée fautive d'un Québec vertueux contre le reste du Canada.

Il faut également rappeler que les États-Unis n'ont pas signé le protocole de Kyoto et que les pays émergents comme la Chine, l'Inde et le Brésil s'y opposent logiquement parce qu'ils ne peuvent se permettre d'entraver la croissance économique de leur population qui tente de s'extraire d'une pauvreté qu'un certain écologisme radical souhaiterait voir perdurer, au nom de la planète menacée.

De plus, lorsque nous prétendons que l'Europe a atteint les cibles fixées par Kyoto, il faut prendre le temps de pousser un peu l'analyse. Alors que les bourses du carbone, grande utopie politico-économique soutenue par Al Gore, se sont avérées des échecs lamentables, aux États-Unis et en Europe où elles ont cessé leurs activités, les pays considérés comme des champions de Kyoto sont en fait des pays dont l'économie s'est effondrée dans la foulée du démantèlement de l'Union soviétique! Dans la situation actuelle, comme le fait remarquer le journaliste espagnol du quotidien Público, Javier Salas, les pays européens seraient actuellement dans la situation de ne rien faire de

concret pour améliorer l'environnement en achetant tout simplement les crédits carbone provenant des économies en difficulté. Plusieurs observateurs considèrent ces mécanismes comme de simples « droits de polluer ». Ainsi, l'Allemagne qui a déjà annoncé sa sortie du nucléaire pourrait demeurer « verte » même si elle achète de plus en plus d'électricité produite à partir du charbon. On le voit, les intentions écologistes sont pures, mais les mécanismes d'application des politiques sont complexes.

Au fond, le principal problème de l'idéologie qui a présidé à Kyoto est qu'elle repose sur une panique qui valorise la décroissance comme solution aux problèmes environnementaux, ce qui est totalement incompatible avec la croissance de la population mondiale qui va se poursuivre, quoi que nous en pensions. Lorsque certains écologistes vont jusqu'à prétendre que la survie de la planète est liée à une véritable décroissance démographique (les plus fanatiques considérant que la planète ne peut subvenir aux besoins d'au plus un milliard de personnes) le caractère toxique de cette idéologie de l'impossible apparaît dans toute sa splendeur.

La décroissance organisée ne conduira qu'à une répétition d'échecs et de constats déprimants qui, comme le démontre le philosophe Pascal Bruckner dans son dernier essai, rééditent des modes de pensée où le spectre de la fin du monde installe une culture de la peur.

Il est totalement faux de prétendre que l'être humain est un cancer pour la planète, puisque c'est l'être humain qui en a fait un lieu habitable. Pour relever les défis de l'avenir et de l'adaptation aux variations climatiques, nous devons retrouver le courage d'assumer notre existence et notre croissance. Comme toujours, les solutions viendront du secteur recherche et développement des nouvelles technologies, soutenu par la croissance économique, ce qui implique que l'intelligence humaine soit valorisée et sollicitée.